

Birmanie. Par-delà l'ethnicité

François Robinne

Dépaysage, octobre 2021

268 pages, 24 €

L'ouvrage est beau, tant par sa facture que par son écriture et le propos est riche, organisé en quatre « mouvements », tout cela dans une nouvelle collection dirigée par Maurice Godelier au titre-programme (« Dépaysage ») qui, dans un monde si occidental-centré, invite à des voyages renouvelés. C'est à cet appel à entendre, à savoir, à reconnaître que François Robinne, l'un des meilleurs spécialistes de l'Asie du Sud-Est depuis quarante ans, répond, par une anthropologie de la Birmanie qui mêle avec bonheur itinéraire personnel et démarche scientifique, au demeurant introduite par la stimulante préface de Michel Agier.

Que découvrons-nous à propos de cet Etat (postcolonial?) depuis 1948? D'une part que le coup d'Etat de 1962, l'ouverture touristique dans la décennie 1990 et l'apaisement politique jusqu'au nouveau durcissement laissent un pays toujours séparé, par la volonté de ses dirigeants (y compris par la prix Nobel de la paix San Suu Kyi), en cent-trente-cinq ethnies et trois citoyennetés, avec même un statut de résident sans citoyenneté... Et, d'autre part, qu'au-delà d'un régime nationaliste et purificateur à la recherche d'une pseudo-identité, les enquêtes et les études inter et transethniques montrent qu'il est nécessaire et même salutaire de dépasser une vision essentialiste, réductrice et mortifère.

Déconstruisant toute taxonomie naturaliste héritée, le regard déclassifié de l'anthropologue observe en effet que les parcours culturels, sociaux et politiques ne sont jamais fixés à l'avance. S'attachant aux réseaux villageois, aux phénomènes de convergences, aux lieux de carrefours, aux temps des échanges, l'ouvrage montre toute la complexité de dialectiques



alternant inclusion et hétérogénéité, hybridation et altérité, cosmopolitisme et diasporas, et cela jusqu'aux routes d'exil et de travail forcés, des hautes terres de Birmanie jusqu'à Bangkok. Les vecteurs linguistiques, les pratiques religieuses et les générations démographiques se mêlent tour à tour dans des rencontres au quotidien ou dans les drames humains les plus terribles – songeons aux massacres de masse des Rohingya, pris au piège de la « fabrique des ennemis ».

Ailleurs et ici, l'actualité des migrations ne cesse de rappeler à ceux qui voudraient l'oublier ou le cacher qu'elles peuvent être tragiques. Ainsi, les sciences sociales, parce qu'elles interrogent et s'interrogent, restent autant de combats pour la reconnaissance des droits humains...

Emmanuel Naquet, membre du comité de rédaction de D&L



Ventes d'armes, une honte française

Aymeric Elluin

et Sébastien Fontenelle

Le Passager clandestin

Septembre 2021

192 pages, 14 €

Les auteurs nous font voyager à travers cinquante ans de ventes d'armes à la française sur la base d'une doctrine construite dans les années 1960, en pleine guerre froide.

Pour que la France reste crédible sur le plan international, les gouvernements de l'époque considèrent qu'elle doit avoir une industrie d'armement, chose impossible sans exportations, celles-ci permettant de financer les études et recherches nécessaires pour assurer la rentabilité de ladite industrie et l'indépendance française. La boucle est bouclée et à partir de là, la fin va justifier tous les moyens dans la plus grande opacité, au nom du secret-défense.

Or, les pays occidentaux sont les clients privilégiés des USA,

la France doit donc trouver d'autres clients même si ceux-ci ne peuvent être pour l'essentiel que des régimes condamnés par l'ONU: Afrique du Sud raciste, Espagne franquiste, Portugal de Salazar, Grèce des colonels, dictatures argentines et brésiliennes... Les gouvernements successifs ne lésinent pas sur les moyens pour « soutenir » l'industrie de l'armement: facilitations fiscales, prêts publics, promesse de rachat par l'armée française de l'armement qui ne trouvera pas d'acheteur, assistance technique.

La « doctrine » ne s'embarrasse pas de principes mais amènera la France à devenir le troisième pays exportateur d'armes du monde, même si c'est très loin derrière les USA et l'URSS.

Et ce qui ne passe pas pour les auteurs (l'un journaliste à *Politis* et l'autre responsable du plaidoyer à Amnesty International), c'est que, malgré leurs promesses de campagne, les gouvernements dits de gauche ne changeront rien (ou presque) à ces pratiques, et qu'elles continuent aujourd'hui malgré la position commune du Conseil européen du 8 décembre 2008 et le Traité sur le commerce des armes (TCA), adopté le 2 avril 2013.

Sont particulièrement décortiquées les relations avec l'Égypte et l'Arabie Saoudite, « partenaires stratégiques de la France dans la lutte contre le terrorisme », dont les dirigeants ont reçu la légion d'honneur par les deux derniers présidents de la République.

Le livre fourmille d'informations, de citations (y compris contradictoires) de membres des gouvernements successifs. A peine pourra-t-on lui reprocher quelques répétitions, résultant sans doute de l'écriture à deux mains et des choix de construction du livre. Cela se lit vite et vous verrez remonter de nombreuses pages plus ou moins cachées de l'histoire de notre pays, pour le pire et non pour le meilleur, comme l'ont montré récemment plusieurs enquêtes sur ce sujet.

M.-C. V.